

**CENTRES DE SECOURS** Le mouvement de grève a été particulièrement suivi

## Une réforme met le feu chez les pompiers

### VAUCLUSE

**M**ouvement de grève, hier dans tous les centres de secours principaux du département, des pompiers professionnels. Une grève suivie par « près de 50 % des pompiers professionnels du département », confie Olivier Rostand du bureau CGT du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de Vaucluse.

### 80 % de grévistes dans les grandes villes du département

Les soldats du feu voient rouge à Orange où les 24 heures de grève ont été suivies à 80 %, tout comme à Avignon, ou encore Carpentras, Bollène ou Cavaillon, Apt.

C'est que la réforme de la filière, « faite sans concertation » souligne Guillaume Arnaud, délégué départemental Sud, puis la signature d'un protocole d'accord laissent un goût amer chez nombre de professionnels. « Il a été signé le 3 novembre à Nantes, lors du congrès na-



À Orange, le mouvement, a été suivi à 80 %, tout comme à Avignon.

tional, par des associations minoritaires et une association non représentative de la profession », poursuit le syndicaliste qui regrette le manque de dialogue.

Le 17 décembre dernier, pour faire entendre leur opposition, les pompiers ont donné de la voix dans les

ruelles de Lyon. « On a été reçu par le préfet de région mais rien n'a bougé ». Alors hier de nouveau, jour de la conférence nationale des services d'incendie et de secours, l'intersyndicale CFDT, CGT, FA et Sud a appelé à la mobilisation. Elle devrait d'ailleurs se poursuivre dans

de nombreux centres jusqu'au 15 février, à raison d'une grève d'une heure par jour. Ce jour-là, à Paris, tandis que les sapeurs seront dans la rue, le conseil supérieur de la fonction publique territoriale examinera les décrets.

Les professionnels ne veu-

lent pas d'une réforme qui « rallonge la durée d'accès au grade de sergent ou d'adjudant ou encore qui supprime en grande partie le concours d'accès. Sans parler de la baisse du pouvoir d'achat en nous réduisant la prime de responsabilité de 11,5 % à 8 % ». □